

Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2013

IL FAUT FINANCER L'HÔPITAL PUBLIC

Comme l'ont fait leurs collègues de l'Assemblée nationale, le groupe communiste, républicain et citoyen (CRC) a choisi de s'opposer au Sénat au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2013. En effet, **les propositions du gouvernement socialiste pour la première année de la mandature révèlent une continuité désolante avec les politiques des dix dernières années** : la logique comptable qui fait passer la réduction des dépenses de santé avant la satisfaction des besoins de la population ; la fiscalisation rampante qui casse notre système de protection sociale solidaire et universelle ; la tarification à l'activité (T2A) qui ne permet pas aux hôpitaux publics de faire face à leurs obligations de service public de santé ; la loi Hôpital-Patient-Santé-Territoire (HPST) qui organise la mise en concurrence du public/privé, les restructurations et/ou fermetures de services et établissements, singulièrement les services de proximité telles que les maternités, que le dernier drame de Figeac vient cruellement d'éclairer !

Après les élections de mai/juin, nous étions en droit d'attendre une rupture significative avec ces politiques destructrices !

Mais les promesses de restauration des missions de service public, de fin de la convergence des tarifs public/privé, d'« un pacte de confiance pour l'hôpital public » ne sont pas traduites en actes concrets et... chiffrés, dans le premier PLFSS du gouvernement élu pour faire une politique de changement.

En réalité, la « règle d'or » de baisse des déficits publics, dont le budget de la Sécurité sociale, a dicté au gouvernement des propositions qui vont aggraver la situation présente des établissements hospitaliers et médico-sociaux.

Ainsi l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) hospitalier 2013 ne progressera que de 2,6 %, soit un total de 76,5 milliards (contre 80,5 milliards pour la médecine ambulatoire, cela avant l'avenant conventionnel sur les honoraires libres...), alors que les besoins de financement à activité constante auraient exigé au moins 3,3 % (chiffres Fédération hospitalière de France).

Curieux paradoxe : alors que le PLFSS 2013 doit consacrer la fin de la convergence tarifaire, l'évolution des tarifs eux-mêmes sont encadrés par une enveloppe ne progressant que de 2,4 %... Et que penser des tarifs du public déjà alignés sur les tarifs des cliniques privées, tels que ceux de l'obstétrique des maternités de niveau 1 ?

Par ailleurs, alors que les enveloppes des Missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation (MIGAC) devraient être « dégelées », nous apprenons la poursuite d'économies ciblées de 657 millions, au nom de l'efficacité, de réorganisation et rationalisation nécessaires.

La priorité affichée à l'« investissement hospitalier » sans aucun dispositif défini, n'est pas de nature à rassurer quant à l'état actuel de l'endettement des hôpitaux, devant emprunter sur les marchés financiers.

Une telle pression financière risque de peser encore sur les charges d'exploitation des hôpitaux, avec à la clé des « plans de retour à l'équilibre » imposés par les Agences régionales de santé (ARS), confortées dans leur toute puissance !



Le PCF déplore ce budget d'austérité qui tourne le dos aux besoins alors que près d'un tiers de nos concitoyens sont dans l'éloignement des soins.

Il y a autre chose à faire que de provoquer encore la disparition attendue de 15 à 20 000 emplois hospitaliers !

Les besoins estimés pour remettre à flot les hôpitaux sont de l'ordre de 1,5 milliards d'euros !

Est-ce impossible au moment où la « bande du CAC 40 » qui veut prendre en otage la France, totalise 74 milliards d'euros de profits en 2011 dont la moitié versés en dividendes, échappant ainsi au financement des dépenses utiles telle que la santé ! NON !

Avec les professionnels, leurs organisations syndicales, les associations et toutes celles et ceux qui refusent l'enfoncement dans la crise et la misère, le PCF, ses militants et élus n'auront de cesse à exiger comme préalables l'abrogation de la loi HPST, le moratoire sur toutes les restructurations et fermetures en

cours et l'arrêt de tous les partenariats public/privé (PPP).

Nous exigeons un financement de l'hôpital public garantissant la pérennité de son fonctionnement, la qualité et la sécurité des soins.

Il faut en finir avec la T2A, les enveloppes fermées, la mise en concurrence des hôpitaux, des services, des patients.

L'investissement hospitalier doit revenir sous l'autorité de l'ÉTAT, comme les Missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation (MERRI) !

Dans l'immédiat, des dispositions doivent être prises :

- la suppression de la taxe sur les salaires, la possibilité de récupérer la TVA sur investissements, comme les collectivités territoriales : ces deux mesures sont de nature à résorber **immédiatement** les déficits annuels (488 millions en 2010).
- la renégociation de tous les emprunts et en particulier des emprunts toxiques dont le surcoût est estimé à 500 millions.

NON à la dictature de la finance !

OUI au financement solidaire de la santé et de l'hôpital public !

POUR EN SAVOIR PLUS : Globule rouge



Publication Santé/Protection sociale

<http://sante.pcf.fr>

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :